

Actualité juridique

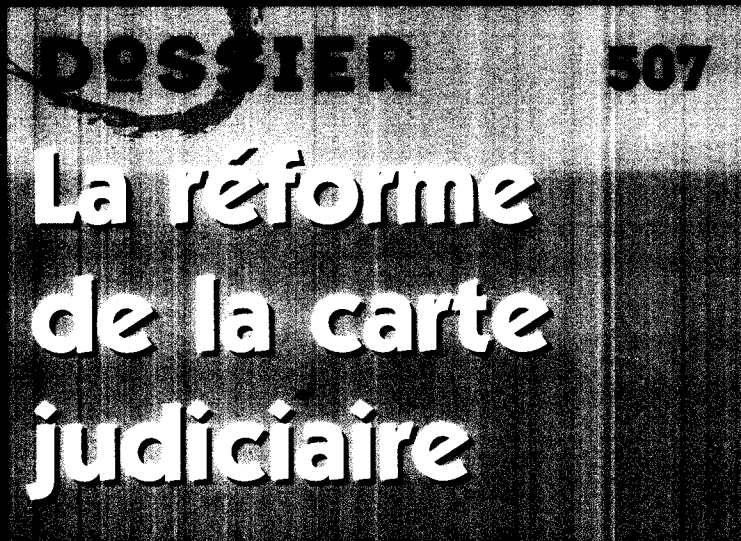
A c t u a l i t é • P r a t i q u e • P r o f e s s i o n s

L'absence de communication écrite de la décision avant expiration du délai d'appel viole les droits de la défense

Rétroactivité des lois imposant le soin : pas au-delà de l'entrée en vigueur du suivi socio-judiciaire

Éléments constitutifs du délit de maintien frauduleux dans un système automatisé de données

Assises : liberté de parole et impartialité



La répartition des forces de sécurité sur le territoire : les conséquences d'une réforme aboutie

525

Comité de rédaction
 Alain Blanc, *Magistrat*
 François-Louis Coste, *Magistrat*
 Martine Herzog-Evans, *Professeur à l'Université de Reims*
 Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe Direction de l'Administration pénitentiaire*
 Jocelyne Leblois-Happe, *Professeur à l'Université Paul Verlaine de Metz*
 Yann Le Bras, *Avocat*

31-35 rue Froidevaux
 75685 Paris CEDEX 14
 Tél. rédaction 01 40 64 53 13
 Fax: 01 40 64 54 66
 E-mail: ajpenal@dalloz.fr

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles Vallée

RÉDACTION

Directeur éditorial

Philippe Weiss

Rédactrice en chef

Marie-Eve Charbonnier

Rédactrice

Sabrina Lavric

Ont participé à ce numéro

Jean-Paul Céré, *Professeur à Campos (Brésil)*

Carole Girault, *Maître de conférence à Evry*

Martine Herzog-Evans

Carole Lacroix

Juliette Lelieur, *Docteur en droit, Chercheur à l'Université de Bâle*

Cedric Porteron

Guillaume Royer

Assistant d'édition

Raphaël Henriques

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ

Responsable marketing: Véronique Prugniaud

Relations clients: Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)

BP 150, 94208 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)

Fax: 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2008 (1 an)

France: 150 € TTC

Étranger: 168 € TTC

Prix au numéro: 17 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1110 T 83884

Imprimerie Chirat 42 540 Saint-Just-la-Pendue

Dépôt légal : décembre 2007

Ce numéro comporte un encart de quatre pages

« AJ PénalAJ Famille » non foliotées placées entre les pages 522 et 523

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3956040 €

Siège social: 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE: 221 A - TVA: FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

ÉDITORIAL 501

ACTUALITÉS 504

DOSSIER 507

La réforme de la carte judiciaire

- Quand la carte judiciaire est au menu politique
par Jean-Paul Jean 507
- Une réforme nécessaire ; et opportune
par Denis Lequai 512
- Un gâchis
par Michel Benichou 514
- Réforme de la carte judiciaire : n'oublions pas les victimes
par Valérie Grusenmeyer 515
- La répartition des forces de sécurité sur le territoire : des leçons à tirer pour la carte judiciaire ?
par Christian Mouhanna 518
- Les principes d'une réforme
Interview de Rachida Dati 521
- Justice pénale et réforme de la carte judiciaire
par Jean Danet 522

PRATIQUES 525

- L'institution d'un contrôleur général des lieux de privation de liberté par la loi du 30 octobre 2007 : remarques sur un accouchement difficile
par Jean-Paul Céré 525

JURISPRUDENCE 529

ARRÊT DU MOIS : CEDH 24 AVRIL 2007 529

Pénal général

LOI PÉNALE

- Rétroactivité des lois imposant le soin : pas au-delà de l'entrée en vigueur du suivi socio-judiciaire, *Crim. 27 juin 2007* 532

PEINE

- Evasion : cumul de cumuls de peines sans maximum légal
Crim. 13 juin 2007 533

VEILLE

COMPÉTENCE

- Favoritisme et faute personnelle détachable du service public
Crim. 17 oct. 2007 534

RESPONSABILITÉ PÉNALE

- Imprudence : causalité directe et concomitance des fautes commises par deux contrôleurs aériens, *Crim. 18 sept. 2007* 534

Infractions

CIRCULATION ROUTIÈRE

- Mise en danger de la vie d'autrui et preuve de l'excès de vitesse
Crim. 18 sept. 2007 534

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

- Éléments constitutifs du délit de maintien frauduleux dans un système automatisé de données, *Crim. 3 oct. 2007* 535

RISQUES CAUSÉS À AUTRUI

- Mise en danger délibérée : l'élément intentionnel doit être caractérisé, *Crim. 16 oct. 2007* 536

VEILLE

CONSOMMATION

- Contrats d'assurance-santé : législation sur le démarchage applicable
Crim. 2 oct. 2007 536

- AOC usurpée : recevabilité de la plainte avec constitution de partie civile de l'INA0, *Crim. 2 oct. 2007* 537

A I R E

I N D E X

CONSTRUCTION	
Infraction au code de l'urbanisme : installations et travaux en violation du POS, <i>Crim. 30 oct. 2007</i>	537
DOUANE	
Fraude à l'importation de chevaux argentins : fausse déclaration de valeurs et prononcé d'une amende douanière, <i>Crim. 19 sept. 2007</i>	537
Fausse déclaration en douane : un pois n'est pas un pois <i>Crim. 19 sept. 2007</i>	537
ENVIRONNEMENT	
Installations classées : preuve de la validité de l'autorisation administrative, <i>Crim. 16 oct. 2007</i>	537
FAVORISME	
Atteinte à la liberté et à l'égalité d'accès aux marchés publics : favoritisme d'un sénateur en exercice, <i>Crim. 19 sept. 2007</i>	537
FRAUDES ET FALSIFICATION	
Fraude fiscale et recevabilité de l'action de l'administration <i>Crim. 19 sept. 2007</i>	538
INFRACTIONS ÉCONOMIQUES	
Refus de recevoir monnaie ou billet ayant cours légal en France : illustration, <i>Crim. 3 oct. 2007</i>	538
NAVIGATION	
Détournement de navires : éléments constitutifs et questions posées à la cour d'assises, <i>Crim. 24 oct. 2007</i>	538
Procédure pénale	
CASSATION	
■ Le pourvoi dans l'intérêt de la loi ordonné par le garde des Sceaux <i>Crim. 26 sept. 2007</i>	538
COUR D'ASSISES	
■ Assises : liberté de parole et impartialité <i>Crim. 12 sept. 2007</i>	539
DÉTENTION PROVISOIRE	
■ Incarcération provisoire du mis en examen après révocation du contrôle judiciaire : applicabilité de l'article 145 et possibilité d'un débat différé, <i>Crim. 12 sept. 2007</i>	540
MANDATS	
■ Refus d'exécution d'un mandat d'arrêt européen <i>Crim. 8 août 2007 (1re et 2e espèces), 26 sept. 2007 (3e espèce)</i>	541
VEILLE	
ACTION CIVILE	
Si le délai de dix jours prévu pour la citation n'est pas observé, l'affaire doit être renvoyée, <i>Crim. 27 févr. 2007</i>	542
ACTION PUBLIQUE	
Les réquisitions du ministère public aux fins de citation interrompent la prescription, <i>Crim. 24 oct. 2007</i>	542
APPEL	
Jugement par défaut : pas d'atteinte aux droits de la défense faute de déclaration de changement d'adresse, <i>Crim. 2 oct. 2007</i>	542
COUR D'ASSISES	
Assises : formulation des questions posées au jury, <i>Crim. 24 oct. 2007</i>	542
ENFANCE DÉLINQUANTE	
Mineurs : l'ordonnance de placement en centre éducatif fermé assortissant le contrôle judiciaire relève de la compétence de la chambre de l'instruction <i>Crim. 10 oct. 2007</i>	543
PARTIE CIVILE	
Irrecevabilité de la demande en réparation de la partie civile qui n'a pas mis en cause l'organisme social, <i>Crim. 18 sept. 2007</i>	543
Exécution des peines	
PEINE	
■ Retrait des CRP après une période de détention provisoire : l'ordonnance du Jap doit intervenir dans les quatre mois de la mise à exécution de la condamnation, <i>Crim. 26 sept. 2007</i>	543
VEILLE	
LIBÉRATION CONDITIONNELLE	
Libération conditionnelle : pouvoirs de la CHAP pour son octroi et désignation du JAP compétent pour son suivi, <i>Crim. 7 nov. 2007</i>	544
SUIVI SOCIO-JUDICIAIRE	
Suivi socio-judiciaire : compétence de la CHAP pour fixer une obligation de soins, <i>Crim. 10 oct. 2007</i>	544

ACTION CIVILE	
Dommages-intérêts	
Condamnation solidaire des co-auteurs	542
ACTION PUBLIQUE	
Interruption de la prescription	
Réquisitions du ministère public	542
APPEL	
Expiration du délai	
Non-communication de la décision écrite	529
Jugement par défaut	
Changement d'adresse	542
CASSATION	
Pourvoi dans l'intérêt de la loi	
Garde des Sceaux	538
CIRCULATION ROUTIÈRE	
Excès de vitesse	
Preuve - Cinémomètre	534
COMPÉTENCE	
Juge pénal	
Favoritisme - Élu	534
CONSUMMATION	
Démarchage	
Assurance - Faculté de renonciation	536
Publicité fautive ou de nature à induire en erreur	
Usurpation d'AOC	537
CONSTRUCTION	
Zone non constructible	
Plan d'occupation des sols	537
COUR D'ASSISES	
Ministère public	
Liberté de parole	539
Président	
Impartialité	539
Questions	
Circonstance aggravante	543
DÉTENTION PROVISOIRE	
Révocation du contrôle judiciaire	
Débat différé - Incarcération provisoire	540
DOUANE	
Importation	
Fausse appellation - Aide communautaire	537
Fausse déclaration de valeur - Amende	537
ENVIRONNEMENT	
Installations classées	
Autorisation administrative - Preuve	537
FAVORISME	
Élément matériel	
Marchés publics - Délégation de signature	537
FRAUDE FISCALE	
Procédure	
Administration fiscale	538
INFORMATIQUE ET LIBERTÉS	
Système automatisé de données	
Maintien frauduleux	535
INFRACTIONS ÉCONOMIQUES	
Atteinte à la monnaie	
Paiement en espèce - Refus	538
LIBÉRATION CONDITIONNELLE	
Octroi	
Pouvoir de la CHAP	544
Suivi	
Compétence du JAP	544
MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN	
Exécution	
Refus - Cas limités	541
MINEUR DÉLINQUANT	
Compétence	
Placement en centre éducatif fermé	543
MISE EN DANGER DÉLIBÉRÉE	
Éléments constitutifs	
Élément intentionnel	536
NAVIGATION	
Détournement de navire	
Éléments constitutifs	538
PARTIE CIVILE	
Demande d'indemnisation	
Irrecevabilité	543
PEINES	
Crédit de réduction de peine	
Retrait - Détention provisoire	543
Confusion	
Autorité de la chose jugée	533
Non-cumul de peines	
Dérogation - Évasions	533
PROSTITUTION	
Racolage	
Racolage passif	538
RESPONSABILITÉ PÉNALE	
Infraction non intentionnelle	
Fautes concomitantes - Causalité	534
RÉTROACTIVITÉ	
Obligation de soins	
Faits antérieurs à l'entrée en vigueur du SSJ	532
SUIVI SOCIO-JUDICIAIRE	
Obligation de soins	
Compétence de la CHAP	544
TRIBUNAL CORRECTIONNEL	
Comparution immédiate	
Nature du délit - Peine encourue	538